

Avant-propos

S'il subsistait un doute sur l'ampleur du changement amorcé au Burkina Faso avec l'arrivée au pouvoir du capitaine Sankara, la floraison sans précédent de toute une littérature des plus diversifiées sur le processus en cours dans ce pays depuis le 4 août 1983 suffirait à le dissiper. Que ce changement soit aussi radical qu'on veut bien le dire ou croire, simplement survalorisé par ses acteurs ou, ce qui revient au même, amplifié par ses détracteurs, notamment à l'étranger, importe assez peu finalement. Car c'est un fait que jamais par le passé ce pays n'avait tant fait parler de lui, sauf peut-être en 1978, année au cours de laquelle l'élection d'un président de la République au suffrage universel avait donné lieu à la consultation électorale sans doute la plus libre et la plus concurrentielle de l'Afrique francophone. Dans un continent où le coup de force était — et reste bien souvent encore — la voie

nue avec l'avènement du CNR (Conseil national de la révolution), on pourrait la trouver dans la différence de traitement réservé aux deux coups de force, celui de novembre 1980 et celui d'août 1983 : là où le premier se trouvait rapidement rangé au rayon bien garni des pronunciamientos « ordinaires », le second alimentait d'emblée une réflexion

La prise de pouvoir du CNR a généralement été perçue comme l'acte final d'une crise d'autorité au sommet de l'appareil d'État entre T. Sankara et J.-B. Ouedraogo, respectivement Premier ministre et chef de l'État dans le gouvernement du CSP qui dirigea le pays du 7 novembre 1982 au 4 août 1983. Cette approche n'est pas totalement fautive. Mais l'antagonisme entre les deux hommes, que tout opposait, et le dualisme qui en résulta dans l'exercice du pouvoir étaient davantage le reflet d'une conjonction de blocages de divers ordres que la cause déterminante de l'épreuve de force de l'été 1983 qui vit le triomphe de T. Sankara.

Les origines de la révolution du 4 août sont en effet multiples ; je

— La faillite des élites civiles : lorsque le colonel S. Zerbo prit le pouvoir le 25 novembre 1980, l'État postcolonial traversait la crise la plus profonde de son histoire. Le blocage des institutions était total. Prévarication, népotisme et corruption sévissaient à tous les échelons. L'administration s'était transformée en chasse gardée du parti présidentiel, le PDV-RDA (Parti démocratique voltaïque — Rassemblement démocratique africain). L'autorité de S. Lamizana faisait l'objet d'une contestation de plus en plus ouverte et, l'usure du pouvoir aidant — il était à la tête de l'État depuis plus de quatorze ans — son image de « rassembleur de la nation » avait progressivement perdu toute crédibilité. Face à la désagrégation de la société politique et aux compromissions des politiciens traditionnels, l'armée, phénomène classique, faisait figure d'unique institution organisée capable d'assurer efficacement la gestion des affaires. Toutefois, loin de remédier à l'immobilisme des institutions de la Troisième République, l'avènement du CMRPN allait précipiter la dégradation de la situation ; celle-ci se manifestait, d'une part, par une politisation accrue de l'armée et, d'autre part, par l'exacerbation du climat politique et social.

— La fin du monolithisme de l'armée : consciente de son influence et de son prestige, très grands au Burkina où le métier des armes est un moyen appréciable de promotion sociale, l'armée avait réussi à préserver assez largement sa cohésion jusqu'en 1980. Mais, à

appelait des choix clairs en matière de politique et d'idéologie. C'est que derrière les officiers de haut rang occupant le devant de la scène s'agitait déjà toute une promotion d'officiers subalternes aux orientations idéologiques plus radicales, pour qui, de surcroît, le respect strict de la hiérarchie se traduisait par un blocage des possibilités d'avancement. La voie était donc ouverte à la « valse des prétoriens ».

masse, déplacements fréquents des principaux responsables politiques en province...), le CSP, plusieurs mois après sa prise de pouvoir, présentait un bilan global des plus minces.

Cet échec, il faut en chercher l'origine dans la composition même du CSP.

En effet, si la jeunesse de ses membres (34 ans de moyenne d'âge) était l'un de ses traits majeurs, l'harmonie était loin d'être parfaite entre eux. Si elle consacrait la mise à l'écart de la haute hiérarchie militaire liée aux forces politiques traditionnelles, la formation de l'organe qui succéda au CMRPN constituait un dosage complexe de jeunes officiers nationalistes et populistes et d'officiers de rang moyen, souvent proches par leurs origines sociales des élites civiles qui avaient gouverné le pays depuis l'indépendance. Et, parmi les officiers les plus jeunes, une seconde ligne de clivage séparait les plus modérés des partisans d'une transformation profonde des structures politiques et sociales, soutenus par les formations politiques et syndicales les plus radicales. Le capitaine Sankara était le porte-parole de cette faction.

A la lumière de ces données, on peut dire que chacun des trois coups d'État qui se succédèrent entre novembre 1980 et août 1983 marquait une décantation supplémentaire des forces en lutte pour le pouvoir. L'avènement du CMRPN, première véritable intervention militaire, supposé mettre un terme aux blocages politiques et sociaux, exprimait non pas l'apaisement des tensions mais, au contraire, leur exacerbation ; il libérait du même coup des forces jusqu'alors contenues. De ce point de vue, il portait en lui les germes politiques et sociologiques qui allaient conduire, moins de trois ans plus tard, à la révolution du 4 août. Ainsi se comprend mieux le radicalisme du CNR, radicalisme dont les manifestations les plus directement perceptibles sont, à mon avis, les suivantes :

— La révolution du verbe : il faut bien dire qu'au départ, le discours du CNR différait bien peu des déclarations-programmes des lendemains de coup d'État : même promesse de lutte contre la corruption, même volontarisme économique, même appel à la volonté populaire. La différence, et elle est de taille, c'est que, pour la première fois dans l'histoire politique du pays, un régime affirmait sans équivoque sa volonté de transformer la société en faisant tomber les obstacles qui s'opposaient à cette transformation.

taire portée au pouvoir avec le soutien de formations politiques et syndicales. Situation qui n'est pas sans rappeler, dans une certaine mesure, celle qui prévalait en Éthiopie au moment de la chute du régime impérial et, plus encore, au Ghana avec la prise de pouvoir de J. Rawlings, il s'agit d'organisations se réclamant ouvertement du marxisme-léninisme. Incontestablement, la participation de certaines d'entre elles au gouvernement de T. Sankara marque de manière spectaculaire la marginalisation totale des vieux appareils politiques de la Troisième République, partis de notables pour la plupart, et la montée de mouvements radicaux et militants, proches par leur discours du monde du travail et qui, jusqu'alors, étaient clandestins ou simplement tolérés. C'est à cette extrême gauche que revient l'essentiel de la production idéologique du CNR, chose dont il faut convenir que les militaires n'étaient pas capables.

— L'émergence des « cadets » : l'avènement du CNR, et c'est l'une de ses caractéristiques sociologiques les plus intéressantes, est également celui des « cadets ». Les cadets militaires, d'abord, puisque le CNR, organe suprême de la révolution dont la composition exacte est tenue secrète, ne compte que de jeunes officiers, sous-officiers ou soldats, à l'exclusion de tout représentant connu de la haute hiérarchie. Tout sépare les premiers, nationalistes convaincus, universitaires formés dans les meilleures académies militaires d'outre-mer, des seconds, souvent vétérans des guerres coloniales françaises et liés, pour la plupart, aux politiciens traditionnels et aux réseaux de clientèle politique de la Troisième République. Les cadets sociaux, ensuite, cadres moyens de la fonction publique, jeunes technocrates sous-employés, impatientes d'accéder aux responsabilités du pouvoir et qui furent parmi les plus ardents partisans d'une révolution dans laquelle ils virent le moyen de supplanter la gérontocratie aux commandes de l'État postcolonial depuis plus de deux décennies.

— La constitution d'un nouveau « bloc hégémonique » : c'est sans aucun doute la rupture la plus radicale qui sous-tend l'ensemble du projet politico-économique du CNR. Depuis l'indépendance, la base sociale de tous les régimes successifs associait la fonction publique, la chefferie traditionnelle et les hiérarchies religieuses. Ce pacte pouvait être soumis à des tensions passagères, mais jamais, hormis la tentative de mise au pas de la chefferie mossi par M. Yameogo, il ne fut remis en cause. Or la réalisation de la politique économique du CNR, telle que formalisée par le Discours d'orientation populaire de T. Sankara (sorte de charte idéologique de la révolution) et le Programme populaire de développement, plan biennal adopté en 1984, postule le démantèlement de ce pacte et l'établissement d'une alliance nouvelle avec la paysannerie, au détriment des couches sociales habituellement associées à la gestion des affaires.

— L'élaboration d'un projet totalisant : plus encore que le CMRPN qui avait tenté de le faire, mais sans succès, le CNR se distingue par sa volonté de contrôler le plus étroitement possible l'ensemble de la société, civile et politique : mise en cause des autorités coutumières, interdiction des partis politiques, réduction du pouvoir syndical, mise au pas des institutions religieuses, surveillance des activités associatives, création de nouveaux relais les GDR (Comités de défense de